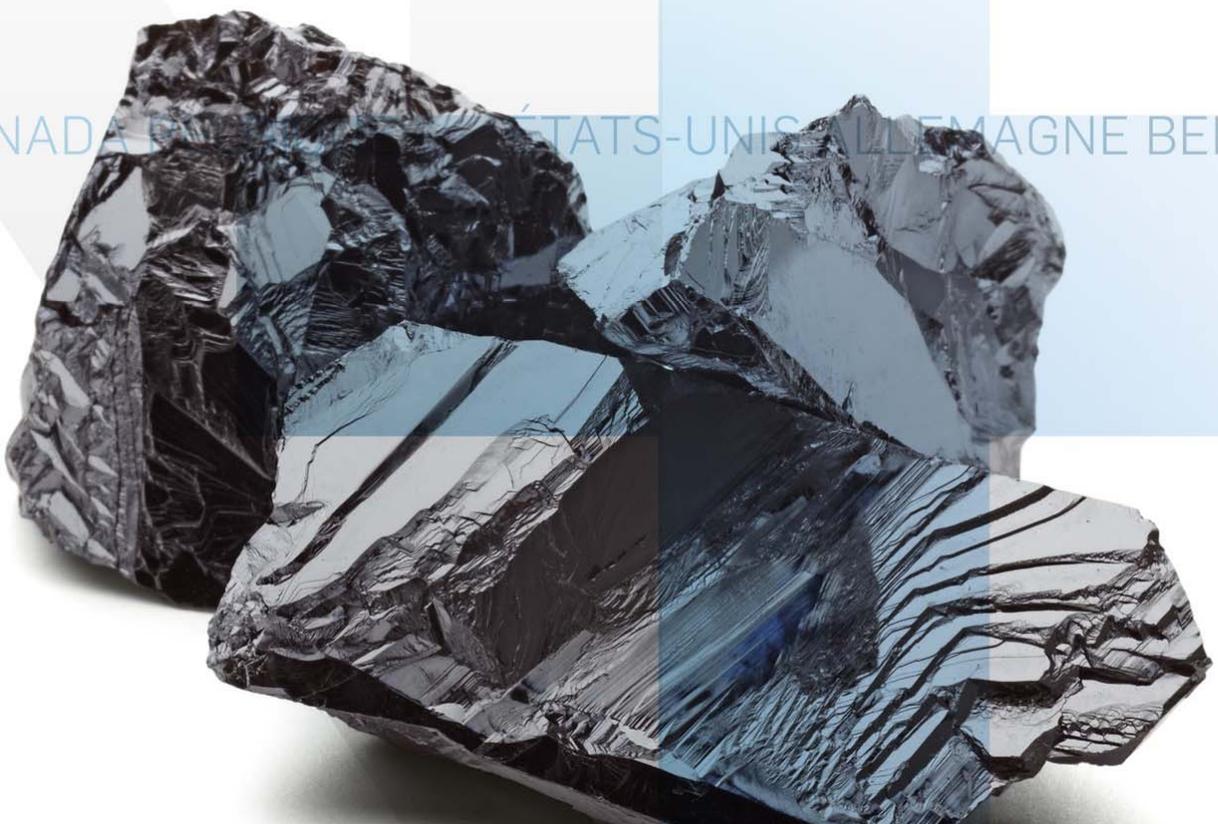




RAPPORT DE GESTION

Trimestre terminé
le 30 juin 2015

LAISIE CANADA ÉTATS-UNIS ALLEMAGNE BELGIQUE



Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion analyse les résultats d'exploitation et la situation financière de 5N Plus inc. (la « Société » ou « 5N Plus ») et vise à aider le lecteur à mieux comprendre son contexte d'affaires, ses stratégies, sa performance et ses facteurs de risque. Le présent rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour le deuxième trimestre de 2015 et les états financiers consolidés audités et les notes correspondantes pour l'exercice clos le 31 décembre 2014. Le présent rapport de gestion a été préparé conformément aux exigences des Autorités canadiennes en valeurs mobilières.

L'information figurant dans le présent rapport de gestion inclut tous les changements importants survenus jusqu'au 4 août 2015, date à laquelle il a été approuvé par le conseil d'administration de la Société. Sauf indication contraire, les termes « nous », « nos », « notre » et « le groupe » font référence à la Société et à ses filiales.

Le « deuxième trimestre de 2015 » et le « deuxième trimestre de 2014 » correspondent aux périodes de trois mois closes respectivement les 30 juin 2015 et 2014, et le « premier semestre de 2015 » et le « premier semestre de 2014 » correspondent aux périodes de six mois closes respectivement les 30 juin 2015 et 2014. Tous les montants figurant dans le présent rapport de gestion sont exprimés en dollars américains, et tous les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains, à moins d'avis contraire. Toute l'information trimestrielle fournie dans le présent rapport de gestion est fondée sur des montants non audités.

Mesures non conformes aux IFRS

Le présent rapport de gestion renferme également des montants qui ne sont pas des mesures de la performance conformes aux IFRS. Ces mesures sont définies à la fin du présent rapport de gestion à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Mise en garde relative aux énoncés prospectifs

Certaines déclarations comprises dans le présent rapport de gestion peuvent contenir des énoncés prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières en vigueur. Ces énoncés prospectifs sont fondés sur les meilleures estimations dont dispose la Société à ce jour et comportent un certain nombre de risques connus et inconnus, d'incertitudes et d'autres facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats, la performance ou les réalisations réels de la Société diffèrent sensiblement des résultats, de la performance ou des réalisations futurs, exprimés ou sous-entendus dans ces énoncés prospectifs. Une description des risques qui touchent l'entreprise et les activités de la Société est présentée à la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de 5N Plus de 2014 daté du 24 février 2015 et aux notes 11 et 12 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les périodes de trois mois et de six mois closes les 30 juin 2015 et 2014, qui peuvent être consultés sur le site SEDAR à www.sedar.com. En règle générale, les énoncés prospectifs se distinguent par l'emploi du futur et du conditionnel et par l'utilisation de termes tels que « croire » ou « s'attendre à », à la forme positive et négative, de variantes de ces termes ou de termes similaires. Rien ne garantit que les événements prévus dans l'information prospective du présent rapport de gestion se produiront, ou s'ils se produisent, quels seront les avantages que 5N Plus pourra en tirer. Plus particulièrement, rien ne garantit la performance financière future de 5N Plus. L'information prospective contenue dans le présent rapport de gestion est valable en date de celui-ci, et la Société n'a aucune obligation de mettre publiquement à jour cette information prospective afin de tenir compte de nouveaux renseignements, obtenus ultérieurement ou autrement, à moins d'y être obligée en vertu des lois sur les valeurs mobilières en vigueur. Le lecteur est averti de ne pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs.

Aperçu

5N Plus est le chef de file de la production de métaux spéciaux et de produits chimiques. La Société, entièrement intégrée, possède des installations de recyclage en boucle fermée. Son siège social est situé à Montréal (Québec, Canada) et elle compte des installations de production et des bureaux de vente dans plusieurs pays, notamment en Europe, en Amérique et en Asie. À partir de diverses technologies brevetées et éprouvées, 5N Plus fabrique des produits utilisés dans plusieurs applications pharmaceutiques, électroniques et industrielles avancées. Parmi les principaux produits, mentionnons, entre autres, les métaux purifiés comme le bismuth, le gallium, le germanium, l'indium, le sélénium et le tellure, les produits chimiques inorganiques basés sur ces types de métaux et les substrats de composés semi-conducteurs. Un grand nombre de ces produits sont des précurseurs critiques et des éléments indispensables sur certains marchés, tels ceux des modules solaires, des diodes électroluminescentes et des matériaux écologiques.

Information sectorielle

Deux secteurs opérationnels sont présentés par la Société, soit le secteur Matériaux électroniques et le secteur Matériaux écologiques. Les opérations et activités qui s'y rapportent sont gérées dans ce sens par les principaux décideurs de la Société. Des données financières et opérationnelles sectorielles, qui constituent les principaux indicateurs de performance, sont utilisées pour gérer ces secteurs opérationnels, pour analyser la performance et pour affecter les ressources. La performance financière d'un secteur donné est évaluée principalement en fonction des produits et du BAIIA ajusté¹, lesquels font l'objet d'un rapprochement avec les chiffres consolidés en tenant compte des produits et des charges de la Société.

Les activités du secteur Matériaux électroniques sont exercées en Amérique du Nord, en Europe et en Asie. Celles-ci consistent en la production et en la vente de métaux affinés, de composés et d'alliages qui sont utilisés principalement dans diverses applications électroniques. Les marchés essentiellement concernés sont ceux des produits photovoltaïques (énergie solaire terrestre et spatiale), des diodes électroluminescentes (DEL), des afficheurs, des produits électroniques à haute fréquence, de l'imagerie médicale et des produits thermoélectriques. La plupart des produits du secteur sont associés à des métaux comme le cadmium, le gallium, le germanium, l'indium et le tellure. Ceux-ci sont vendus sous leur forme élémentaire ou en alliages ainsi que sous la forme de produits chimiques et de composés. Les produits et les résultats associés aux services et aux activités de recyclage fournis aux clients du secteur Matériaux électroniques sont également inclus dans le secteur Matériaux électroniques. L'équipe de direction du secteur Matériaux électroniques est responsable de la gestion de ces activités.

Le secteur Matériaux écologiques est dénommé ainsi, car il est principalement associé au bismuth, l'un des rares métaux lourds n'ayant pas d'effet nuisible sur la santé humaine ni sur l'environnement. Par conséquent, le bismuth est de plus en plus utilisé dans un certain nombre d'applications pour remplacer des métaux et des produits chimiques plus nocifs. Les activités du secteur Matériaux écologiques sont exercées en Amérique du Nord, en Europe et en Asie. Celles-ci consistent en la production et en la vente de bismuth et de produits chimiques dérivés du bismuth affiné, d'alliages à bas point de fusion ainsi que de sélénium et de produits chimiques dérivés du sélénium affiné. Ces produits sont utilisés dans le secteur pharmaceutique et la production d'aliments pour animaux de même que dans certaines applications industrielles comme les enduits, les pigments, les alliages métallurgiques et l'électronique. L'équipe de direction du secteur Matériaux écologiques est responsable de la gestion de ces activités.

Les charges du siège social et les frais généraux, frais de vente et frais d'administration non affectés ainsi que les charges financières (produits financiers) ont été regroupés sous la rubrique « Siège social ».

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Faits saillants du deuxième trimestre de 2015

- Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2015, les produits, ayant subi les répercussions de la tendance des prix des produits de base sous-jacents, ont atteint respectivement 87,3 M\$ et 182,9 M\$, en baisse par rapport à 136,6 M\$ et 279,0 M\$ pour les périodes correspondantes de 2014.
- Pour le deuxième trimestre et le premier semestre clos le 30 juin 2015, le BAIIA ajusté¹, également touché par l'incidence négative de la tendance des prix des produits de base sous-jacents, s'est établi à respectivement 2,0 M\$ et 2,2 M\$, contre respectivement 10,8 M\$ et 21,3 M\$ pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent.
- La perte nette pour le deuxième trimestre et le premier semestre clos le 30 juin 2015 s'est élevée à respectivement 20,5 M\$ et 22,4 M\$, contre un résultat net de 4,4 M\$ pour le deuxième trimestre de 2014 et de 9,0 M\$ pour le premier semestre de 2014. La perte du deuxième trimestre de 2015 découle principalement de l'amortissement accéléré d'immobilisations incorporelles sélectionnées de 11,8 M\$ et d'une charge de dépréciation des stocks de 6,5 M\$ associée au sélénium et au bismuth.
- La dette nette¹ a diminué de 16,5 M\$ pendant le trimestre et s'est inscrite à 58,4 M\$ au 30 juin 2015, par rapport à 84,0 M\$ au 31 décembre 2014, grâce à la gestion du fonds de roulement.
- Au 30 juin 2015, le carnet de commandes¹ représentait 137 jours de ventes en cours, en hausse de 15 jours par rapport au carnet de commandes au 31 décembre 2014 et de 37 jours par rapport au carnet de commandes au 30 juin 2014.

La demande à l'égard de la plupart des produits est demeurée forte au cours du deuxième trimestre, le volume des expéditions et le niveau des carnets de commandes et des nouvelles commandes étant conformes aux prévisions. Les chiffres du BAIIA ajusté se sont quelque peu améliorés par rapport à ceux du premier trimestre, grâce aux initiatives visant à diminuer le niveau des coûts et des stocks qui ont entraîné une autre diminution assez considérable de la dette nette pour le trimestre de 16,5 M\$, celle-ci se chiffrant maintenant à 58,4 M\$. La Société prévoit continuer à réduire sa dette.

La performance financière globale de la Société reste toutefois très décevante en raison de l'érosion continue des prix des produits de base sous-jacents qui ont maintenant chuté de plus de 40 % depuis le début de l'exercice, ce qui ne cesse de peser sur les résultats de la Société. 5N Plus prévoit un revirement de situation dès que les prix auront atteint un plancher, ce qui entraînera alors une amélioration marquée de ses résultats financiers. La Société estime que l'intensification de ses efforts visant à améliorer sa performance opérationnelle et à atteindre l'excellence opérationnelle, qui ont déjà commencé à donner des résultats comme en témoignent les réductions de coûts importantes réalisées pendant l'exercice et qui prendront davantage d'ampleur à la suite de l'étude et du diagnostic réalisés récemment par un cabinet d'experts-conseils renommé, viendra également soutenir cette amélioration.

La Société continue de progresser dans sa stratégie englobant l'intégration de l'approvisionnement et les produits à valeur ajoutée; des étapes techniques importantes ayant été franchies à la fois pour ses activités de fabrication de poudres métalliques, à Montréal, et pour ses activités d'affinage primaires, au Laos. Combinée aux efforts visant à atteindre l'excellence opérationnelle, cette avancée devrait permettre de mieux protéger la performance financière future de la Société des tendances des prix des produits de base sous-jacents et ainsi réduire la volatilité et améliorer la valeur pour ses actionnaires. 5N Plus demeure très optimiste quant à sa capacité d'offrir de la valeur à long terme pour ses actionnaires, même si elle prévoit que les trimestres à venir vont demeurer difficiles étant donné les fortes turbulences qui secoueront les tendances des prix des produits de base sous-jacents.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Synthèse des résultats

	T2 2015	T2 2014	S1 2015	S1 2014
	\$	\$	\$	\$
Produits	87 250	136 597	182 913	278 976
Charges d'exploitation	85 287	125 781	180 680	257 659
BAlIA ajusté ¹	1 963	10 816	2 233	21 317
Dépréciation des stocks	(6 500)	-	(6 500)	-
Coûts du litige et coûts de restructuration	-	(6)	-	(625)
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	-	-	-	1 312
Variation de la juste valeur de l'option de conversion des débetures	933	188	1 646	188
(Pertes) Profits de change et au titre de dérivés	(2 362)	526	61	510
BAlIA ¹	(5 966)	11 524	(2 560)	22 702
Intérêt sur la dette à long terme, intérêts théoriques et autres charges d'intérêts	2 747	1 731	4 830	3 147
Amortissement	14 631	2 840	17 457	5 579
Résultat avant impôt sur le résultat	(23 344)	6 953	(24 847)	13 976
Charge (recouvrement) d'impôt				
Exigible	316	2 002	28	4 395
Différé	(3 196)	515	(2 460)	626
	(2 880)	2 517	(2 432)	5 021
Résultat net	(20 464)	4 436	(22 415)	8 955
Résultat de base par action	(0,24) \$	0,05 \$	(0,27) \$	0,11 \$
Résultat dilué par action	(0,24) \$	0,05 \$	(0,27) \$	0,11 \$

Produits par secteur

	T2 2015	T2 2014	Variation (%)	S1 2015	S1 2014	Variation (%)
	\$	\$		\$	\$	
Matériaux électroniques	30 793	44 544	(31) %	60 433	92 685	(35) %
Matériaux écologiques	56 457	92 053	(39) %	122 480	186 291	(34) %
Total des produits	87 250	136 597	(36) %	182 913	278 976	(34) %

Les produits ont diminué de 36 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour le deuxième trimestre de 2015, les produits du secteur Matériaux électroniques ont subi les contrecoups des prix et de la composition des ventes et se sont établis à 30,8 M\$, en baisse par rapport à 44,5 M\$ pour le deuxième trimestre de 2014. En outre, les prix et la composition des ventes se sont également répercutés, dans une large mesure, sur les produits du secteur Matériaux écologiques, qui se sont établis à 56,5 M\$, alors qu'ils s'étaient chiffrés à 92,1 M\$ pour le deuxième trimestre de 2014.

Pour le premier semestre de 2015, les produits ont diminué de 34 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison des variations défavorables des prix, des volumes et de la composition des ventes. Les produits du secteur Matériaux électroniques se sont établis à 60,4 M\$, en baisse par rapport à 92,7 M\$ pour le premier semestre de 2014. Les produits du secteur Matériaux écologiques se sont établis à 122,5 M\$, en baisse par rapport à 186,3 M\$ pour le premier semestre de 2014.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Résultat net et résultat net ajusté

	T2 2015	T2 2014	S1 2015	S1 2014
	\$	\$	\$	\$
Résultat net	(20 464)	4 436	(22 415)	8 955
Résultat net de base par action	(0,24) \$	0,05 \$	(0,27) \$	0,11 \$
Éléments de rapprochement :				
Dépréciation des stocks	6 500	-	6 500	-
Amortissement accéléré d'immobilisations incorporelles	11 834	-	11 834	-
Coûts du litige et coûts de restructuration	-	6	-	625
Variation de la juste valeur de l'option de conversion des débetures	(933)	(188)	(1 646)	(188)
Impôt sur les éléments imposables ci-dessus	(3 062)	49	(2 870)	(173)
Résultat net ajusté¹	(6 125)	4 303	(8 597)	9 219
Résultat net de base ajusté par action¹	(0,07) \$	0,05 \$	(0,10) \$	0,11 \$

Pour le deuxième trimestre de 2015, le résultat net ajusté¹ a diminué de 10,4 M\$ par rapport à 4,3 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, donnant lieu à une perte nette ajustée de 6,1 M\$. La perte nette a été de 20,5 M\$ pour le deuxième trimestre de 2015, comparativement à un résultat net de 4,4 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La baisse du résultat net par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent s'explique principalement par l'amortissement accéléré d'immobilisations incorporelles sélectionnées de 11,8 M\$ découlant de notre analyse de la durée de vie économique et de la valeur comptable des actifs de la Société. Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, les résultats ont également subi les répercussions d'une dépréciation des stocks de 6,5 M\$, d'une perte de change latente et de charges au titre des intérêts théoriques, atténuées par la variation positive de la juste valeur de l'option de conversion des débetures.

Pour le premier semestre de 2015, le résultat net ajusté a diminué de 17,8 M\$ par rapport à 9,2 M\$ pour le semestre correspondant de l'exercice précédent, donnant lieu à une perte nette ajustée de 8,6 M\$. La perte nette a été de 22,4 M\$, comparativement à un résultat net de 9,0 M\$ pour le semestre correspondant de l'exercice précédent. La baisse du résultat net par rapport au premier semestre de 2014 s'explique principalement par une diminution du BAIIA ajusté¹, par l'amortissement accéléré d'immobilisations incorporelles sélectionnées de 11,8 M\$ découlant de notre analyse de la durée de vie économique et de la valeur comptable de certains actifs, de même que par une dépréciation des stocks de 6,5 M\$ et une hausse des charges financières, en partie contrebalancés par un recouvrement d'impôt.

BAIIA et BAIIA ajusté

	T2 2015	T2 2014	Variation (%)	S1 2015	S1 2014	Variation (%)
	\$	\$		\$	\$	
Secteur Matériaux électroniques	4 533	7 157	(37) %	7 792	14 105	(45) %
Secteur Matériaux écologiques	(701)	6 241	(111) %	(1 342)	12 646	(111) %
Siège social						
Recherche et développement	(358)	(73)	(390) %	(724)	(379)	(91) %
Autres	(1 511)	(2 509)	40 %	(3 493)	(5 055)	31 %
BAIIA ajusté¹	1 963	10 816	(82) %	2 233	21 317	(90) %
BAIIA¹	(5 966)	11 524	(152) %	(2 560)	22 702	(111) %

Au deuxième trimestre de 2015, le BAIIA¹ s'est établi à moins 6,0 M\$, par rapport à un BAIIA positif de 11,5 M\$, la baisse rapide des prix des produits de base pour la plupart des métaux s'étant répercutée sur les marges. Au deuxième trimestre de 2015, le BAIIA ajusté¹ s'est élevé à 2,0 M\$, par rapport à 10,8 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette diminution s'explique principalement par des prix de vente moins élevés par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté du secteur Matériaux électroniques a diminué de 2,6 M\$ pour atteindre 4,5 M\$, et la marge du BAIIA ajusté a été de 15 % comparativement à 16 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté du secteur Matériaux écologiques a diminué pour s'établir à moins 0,7 M\$ par rapport à 6,2 M\$ pour le deuxième trimestre de 2014, avec une marge du BAIIA ajusté négative de 1 %, par rapport à une marge du BAIIA ajusté positive de 7 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Pour le premier semestre de 2015, le BAIIA¹ s'est établi à moins 2,6 M\$ contre un BAIIA positif de 22,7 M\$ pour le premier semestre de 2014, la baisse des prix des produits de base, qui avait commencé au quatrième trimestre de 2014, s'étant répercutée sur les marges. Le BAIIA ajusté¹ s'est établi 2,2 M\$ par rapport à 21,3 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution s'explique principalement par des prix de vente moins élevés par rapport au semestre correspondant de l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté du secteur Matériaux électroniques a diminué de 6,3 M\$ pour atteindre 7,8 M\$, et la marge du BAIIA ajusté a été de 13 % comparativement à 15 % pour le semestre correspondant de l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté du secteur Matériaux écologiques a diminué pour s'établir à moins 1,3 M\$ par rapport à 12,6 M\$ pour le premier semestre de 2014, avec une marge du BAIIA ajusté négative de 1 %, par rapport à une marge du BAIIA ajusté positive de 7 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Charges de dépréciation

	T2 2015	T2 2014	S1 2015	S1 2014
	\$	\$	\$	\$
Matériaux électroniques	-	-	-	-
Matériaux écologiques	6 500	-	6 500	-
Total	6 500	-	6 500	-

Une charge de dépréciation des stocks de 6,5 M\$, se rapportant principalement au sélénium et à certains produits à base de bismuth, a été comptabilisée pour le deuxième trimestre de 2015, alors qu'aucune charge n'avait été comptabilisée pour la période correspondante de 2014, du fait de la valeur nette de réalisation attendue au 30 juin 2015 à la suite du recul des prix des produits de base qui a touché notre secteur.

Nouvelles commandes et carnet de commandes

	CARNET DE COMMANDES ¹			NOUVELLES COMMANDES ¹		
	T2 2015	T1 2015	T2 2014	T2 2015	T1 2015	T2 2014
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Secteur Matériaux électroniques	68 368	81 066	77 278	16 942	27 030	42 460
Secteur Matériaux écologiques	62 981	67 696	73 085	61 308	64 236	57 170
Total	131 349	148 762	150 363	78 250	91 266	99 630

(nombre de jours en fonction des produits annualisés)

	CARNET DE COMMANDES ¹			NOUVELLES COMMANDES ¹		
	T2 2015	T1 2015	T2 2014	T2 2015	T1 2015	T2 2014
Secteur Matériaux électroniques	203	250	158	50	83	87
Secteur Matériaux écologiques	102	94	72	99	89	57
Moyenne pondérée	137	142	100	82	87	67

*Le carnet de commandes et les nouvelles commandes sont également présentés en nombre de jours pour tenir compte de l'incidence des prix des produits de base.

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au premier trimestre de 2015

Au 30 juin 2015, le carnet de commandes¹ représentait un total de 137 jours de produits annualisés, soit une baisse par rapport au trimestre précédent, avec une courbe de renouvellement suivant la tendance habituelle pour la plupart des contrats au premier et au quatrième trimestres de l'exercice. Le carnet de commandes exprimé en nombre de jours a légèrement diminué au deuxième trimestre par rapport au premier trimestre de 2015.

Au 30 juin 2015, le carnet de commandes représentait 203 jours de produits annualisés pour le secteur Matériaux électroniques, en baisse de 47 jours, soit 19 %, par rapport au carnet de commandes du premier trimestre de 2015. Le carnet de commandes du secteur Matériaux écologiques représentait 102 jours de produits annualisés pour le secteur, soit une augmentation de 8 jours, ou 9 %, par rapport au carnet de commandes du premier trimestre de 2015.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Les nouvelles commandes¹ du secteur Matériaux électroniques représentaient 50 jours, soit une diminution de 33 jours par rapport au premier trimestre de 2015. Les nouvelles commandes du secteur Matériaux écologiques représentaient 99 jours pour le deuxième trimestre de 2015, soit une augmentation de 10 jours, ou 11 %, comparativement à 89 jours pour le premier trimestre de 2015.

Deuxième trimestre de 2015 par rapport au deuxième trimestre de 2014

Au 30 juin 2015, le carnet de commandes¹ du secteur Matériaux électroniques avait augmenté de 45 jours, et celui du secteur Matériaux écologiques, de 30 jours par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les nouvelles commandes du secteur Matériaux électroniques ont diminué de 37 jours et celles du secteur Matériaux écologiques ont augmenté de 42 jours par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Charges

	T2 2015	T2 2014	Variation (%)	S1 2015	S1 2014	Variation (%)
	\$	\$		\$	\$	
Amortissement	14 631	2 840	415 %	17 457	5 579	213 %
Frais généraux, frais de vente et frais d'administration	6 719	10 041	(33) %	13 743	19 803	(31) %
Coûts du litige et coûts de restructuration	-	6	(100) %	-	625	(100) %
Charges financières	4 176	1 017	311 %	3 123	2 449	28 %
(Recouvrement) charge d'impôt	(2 880)	2 517	(214) %	(2 432)	5 021	(148) %
Total des charges	22 646	16 421	38 %	31 891	33 477	(5) %

Amortissement

La dotation aux amortissements s'est établie à 14,6 M\$ pour le deuxième trimestre de 2015 et à 17,5 M\$ pour le premier semestre de 2015, par rapport à respectivement 2,8 M\$ et 5,6 M\$ pour les périodes correspondantes de 2014. Cette augmentation s'explique principalement par l'amortissement accéléré d'immobilisations incorporelles sélectionnées de 11,8 M\$, découlant de notre analyse de la durée de vie économique et de la valeur comptable de certains actifs.

Frais généraux, frais de vente et frais d'administration

Les frais généraux, frais de vente et frais d'administration se sont établis à 6,7 M\$ pour le deuxième trimestre de 2015 et à 13,7 M\$ pour le premier semestre de 2015, par rapport à 10,0 M\$ pour le deuxième trimestre de 2014 et à 19,8 M\$ pour le premier semestre de 2014. La variation s'explique surtout par la baisse des salaires et des honoraires ainsi que par des taux de change favorables pour une grande partie des charges libellées en monnaie locale depuis le début de l'exercice.

Coûts du litige et coûts de restructuration

La Société n'a comptabilisé aucun montant au titre des coûts du litige et des coûts de restructuration pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2015, comparativement à un montant au titre des coûts du litige et des coûts de restructuration de respectivement néant et 0,6 M\$ pour les périodes correspondantes de 2014.

Charges financières

Les charges financières se sont établies à 4,2 M\$ pour le deuxième trimestre de 2015, comparativement à 1,0 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation de 3,2 M\$ s'explique principalement par des pertes de change latentes et au titre de dérivés et par une hausse des intérêts théoriques et autres charges d'intérêts, en partie contrebalancées par une variation positive de la juste valeur de l'option de conversion des débetures.

Pour le premier semestre de 2015, les charges financières se sont établies à 3,1 M\$, comparativement à 2,4 M\$ pour le semestre correspondant de l'exercice précédent. La hausse des intérêts théoriques et autres charges d'intérêts ainsi que la diminution des profits de change et au titre de dérivés ont été atténuées par la variation positive de la juste valeur de l'option de conversion des débetures.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Impôt sur le résultat

Pour le deuxième trimestre de 2015, le recouvrement de l'impôt s'est élevé à 2,9 M\$, et à 2,4 M\$ pour le premier semestre de 2015, selon un taux d'impôt effectif de respectivement 12 % et 10 %, par rapport à un taux de 36 % pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Le taux d'impôt effectif pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2015 est plus bas en raison des pertes reportées en avant pour lesquelles aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé, ainsi que de la conversion en la monnaie fonctionnelle de la Société de l'impôt différé de certains pays.

Situation financière et sources de financement

	T2 2015	T2 2014	Variation (%)	S1 2015	S1 2014	Variation (%)
	\$	\$		\$	\$	
Fonds (affectés à) provenant de l'exploitation ¹	(1 482)	5 774	(126) %	(3 497)	12 580	(128) %
Variation nette des soldes du fonds de roulement hors trésorerie	22 877	(16 665)	237 %	37 534	(26 218)	243 %
Activités d'exploitation	21 395	(10 891)	296 %	34 037	(13 638)	350 %
Activités d'investissement	(3 363)	(4 986)	(33) %	(9 551)	(5 318)	80 %
Activités de financement	(14 336)	20 594	(170) %	(20 437)	18 158	(213) %
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie liés à l'exploitation	243	52	367 %	(307)	26	(1 281) %
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	3 939	4 769	(17) %	3 742	(772)	(585) %

Pour le deuxième trimestre de 2015, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont été de 21,4 M\$, comparativement à des flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation de 10,9 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique principalement par une meilleure gestion du fonds de roulement hors trésorerie découlant surtout de la baisse des stocks et des créances, en partie contrebalancée par une diminution des dettes fournisseurs.

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont été de 3,4 M\$ pour le deuxième trimestre de 2015, par rapport à 5,0 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette baisse s'explique par une augmentation des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, atténuée par un montant reçu comptabilisé à titre de trésorerie soumise à restrictions et par le fait qu'aucune acquisition d'entreprises n'a eu lieu en 2015.

Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement ont été de 14,3 M\$ pour le deuxième trimestre de 2015, comparativement à des flux de trésorerie provenant des activités de financement de 20,6 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution découle principalement des opérations liées à l'émission de débentures convertibles en 2014, conjuguées au remboursement de la dette à long terme en vertu de la facilité de crédit, ainsi qu'au rachat d'une participation ne donnant pas le contrôle dans une filiale.

Pour le premier semestre de 2015, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont été de 34,0 M\$, comparativement à des flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation de 13,6 M\$ pour le semestre correspondant de 2014. Cette augmentation découle surtout des variations favorables du fonds de roulement hors trésorerie du fait de l'amélioration de sa gestion. Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont été de 9,6 M\$ par rapport à 5,3 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement de l'augmentation des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles. Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement se sont établis à 20,4 M\$, comparativement à des flux de trésorerie provenant des activités de financement de 18,2 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution découle principalement de l'émission, au deuxième trimestre de 2014, de débentures convertibles, déduction faite des frais, en partie contrebalancée par le remboursement de la dette à long terme.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

En date du 30 juin 2015, la Société a modifié sa facilité de crédit multidevises renouvelable garantie de premier rang de 125,0 M\$ échéant en août 2018, la réduisant à 100,0 M\$. En tout temps, la Société peut demander que la facilité de crédit soit augmentée à 150,0 M\$ en vertu d'une clause accordéon prévoyant un montant additionnel de 50,0 M\$ (25,0 M\$ au 31 décembre 2014), sous réserve de l'examen et de l'approbation des prêteurs. En vertu des modalités de sa facilité de crédit, la Société doit respecter certaines clauses restrictives ayant trait aux ratios financiers, ne pouvant notamment prélever plus de 50,0 M\$ sur la facilité de crédit du 30 juin 2015 au 1^{er} janvier 2016 au plus tôt, période au cours de laquelle la Société a obtenu une exemption de son ratio de couverture des charges fixes. Il n'y a eu aucune modification à l'autre facilité de crédit bilatérale de 5,0 M€ conclue en Belgique. Au 30 juin 2015, la Société respectait toutes les clauses restrictives.

Fonds de roulement

	Au 30 juin 2015	Au 31 décembre 2014
	\$	\$
Stocks	160 947	204 454
Autres actifs courants	75 933	93 100
Passif courant	(47 424)	(67 992)
Fonds de roulement ¹	189 456	229 562
Ratio du fonds de roulement ¹	4,99	4,38

La baisse du fond de roulement¹ est principalement attribuable à une meilleure gestion des achats de matières en fonction de leur utilisation dans le cadre de nos efforts visant à réduire les stocks ainsi qu'à une baisse des prix des produits de base moyens au cours du trimestre considéré par rapport au 31 décembre 2014.

Dette nette

	Au 30 juin 2015	Au 31 décembre 2014
	\$	\$
Dette bancaire	-	975
Dette à long terme, y compris la partie courante	30 634	51 823
Débiteures convertibles	44 266	46 101
Total de la dette	74 900	98 899
Trésorerie et équivalents de trésorerie et trésorerie soumise à restrictions	(16 519)	(14 892)
Dette nette¹	58 381	84 007

Le total de la dette a diminué de 24,0 M\$ pour s'établir à 74,9 M\$ au 30 juin 2015, par rapport à 98,9 M\$ au 31 décembre 2014, en raison de la baisse du fonds de roulement.

La dette nette¹, compte tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et de la trésorerie soumise à restrictions, a diminué de 25,6 M\$, pour s'établir à 58,4 M\$ au 30 juin 2015, par rapport à 84,0 M\$ au 31 décembre 2014.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Fonds provenant de l'exploitation

	T2 2015	T2 2014	S1 2015	S1 2014
	\$	\$	\$	\$
Fonds (affectés à) provenant de l'exploitation¹	(1 482)	5 774	(3 497)	12 580
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles, montant net	(5 313)	(3 632)	(11 567)	(3 906)
Variation du fonds de roulement	22 877	(16 665)	37 534	(26 218)
Émission d'actions ordinaires	-	164	-	164
Autres	425	4 591	3 156	5 312
	17 989	(15 542)	29 123	(24 648)
Variation totale de la dette nette¹	16 507	(9 768)	25 626	(12 068)
Dette nette au début de la période	(74 888)	(60 630)	(84 007)	(58 330)
Dette nette à la fin de la période	(58 381)	(70 398)	(58 381)	(70 398)

Les fonds affectés à l'exploitation¹ se sont établis à 1,5 M\$ pour le deuxième trimestre de 2015 et à 3,5 M\$ pour le premier semestre de 2015, comparativement aux fonds provenant de l'exploitation de 5,8 M\$ pour le deuxième trimestre de 2014 et de 12,6 M\$ pour le premier semestre de 2014. Toutefois, ces baisses ont été largement contrebalancées par les variations favorables du fonds de roulement découlant d'initiatives de gestion.

	T2 2015	T2 2014
Ratio dette nette ¹ sur BAIIA ajusté ¹ annualisé continu	3,66	2,01
Fonds provenant de l'exploitation ¹ annualisés continus sur la dette nette ¹ (%)	2,6 %	37,6 %

Le ratio dette nette¹ sur BAIIA ajusté¹ annualisé continu pour le deuxième trimestre de 2015 s'est établi à 3,7 par rapport à 2,0 pour le deuxième trimestre de 2014. Les fonds provenant de l'exploitation annualisés continus sur la dette nette ont été de 2,6 % pour le deuxième trimestre de 2015 contre 37,6 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Informations relatives aux actions

	Au 4 août 2015	Au 30 juin 2015
Actions émises et en circulation	83 979 657	83 979 657
Options sur actions pouvant être émises	1 588 345	1 588 345
Débitures convertibles pouvant être émises	9 777 777	9 777 777

Arrangements hors bilan

La Société a recours à certains arrangements hors bilan portant principalement sur la location de locaux et de matériel aux termes de contrats de location simple et d'obligations contractuelles dans le cours normal des activités.

La Société est exposée au risque de change lié aux ventes réalisées en euros et en d'autres monnaies étrangères et conclut à l'occasion des contrats de change à terme afin de se protéger contre les fluctuations des taux de change. Le lecteur trouvera un complément d'information sur ces contrats à la note 11 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2015.

Engagements

En septembre 2014, la Société a conclu une entente de prêt avec un de ses fournisseurs visant la construction de matériel de production en Asie. Le prêt porte intérêt au taux de 8,5 % et est garanti par la société mère du fournisseur. En vertu de cette entente, le montant total du prêt peut se chiffrer à 7 M\$ à l'atteinte de certains jalons. La tranche initiale a été déboursée le 15 octobre 2014. Au 30 juin 2015, le montant à recevoir au titre du prêt s'élevait à 1,1 M\$ (1,8 M\$ au 31 décembre 2014). Chaque tranche est remboursable sur une base mensuelle sur une durée de 12 mois à compter de la date de chaque retrait.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Dans le cours normal des activités, la Société a conclu des lettres de crédit d'un montant pouvant aller jusqu'à 0,5 M\$ au 30 juin 2015 (0,4 M\$ au 31 décembre 2014).

Éventualités

Dans le cours normal des activités, la Société est exposée à des événements pouvant donner lieu à des passifs ou des actifs éventuels. Au 4 août 2015, la Société n'avait connaissance d'aucun événement important susceptible d'avoir une incidence significative sur ses états financiers consolidés.

Gouvernance

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (le « Règlement 52-109 »), 5N Plus a déposé des attestations signées par le chef de la direction et le chef de la direction financière qui, entre autres, rendent compte de la conception des contrôles et procédures de communication de l'information et de la conception et de l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision des contrôles et procédures de communication de l'information, pour fournir une assurance raisonnable que :

- l'information importante relative à la Société leur a été communiquée;
- l'information à fournir dans les documents d'information continue de la Société a été comptabilisée, traitée, résumée et présentée dans les délais prescrits par les lois sur les valeurs mobilières.

Une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu à l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont aussi conçu ou fait concevoir sous leur supervision le contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF), pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

À la lumière de leur évaluation de l'efficacité du CIIF de la Société, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que le CIIF a été conçu de façon adéquate et qu'il fonctionnait de façon efficace, selon le référentiel intitulé *Internal Control – Integrated Framework* publiée par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (« référentiel COSO 2013 »).

Modifications du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le CIIF n'a subi, au cours du premier semestre clos le 30 juin 2015, aucune modification qui a eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur le CIIF.

Méthodes comptables et changements

Les principes et méthodes comptables appliqués par la Société pour préparer ses états financiers consolidés audités pour l'exercice 2014 sont conformes aux IFRS. Les principales méthodes comptables de la Société sont décrites à la note 2 des états financiers consolidés audités du 31 décembre 2014. Les hypothèses clés et principales méthodes d'estimation que la direction a utilisées selon les IFRS, de même que leur incidence sur les montants présentés dans les états financiers consolidés et les notes, sont demeurées sensiblement les mêmes que celles décrites dans les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, à l'exception de ce qui suit.

Les actifs font l'objet d'un test de dépréciation à chaque date de clôture lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable de ces actifs pourrait ne pas être recouvrable, ce qui nécessite beaucoup de jugement.

Au cours du deuxième trimestre clos le 30 juin 2015, la Société a entrepris une analyse de ses activités mondiales et de leur efficience. Cette analyse portait notamment sur la durée de vie économique et la valeur comptable des immobilisations incorporelles de la Société et a donné lieu à la comptabilisation d'un montant de 11,8 M\$ (6,0 M\$ pour les relations clients, 4,7 M\$ pour la propriété intellectuelle et les frais de développement, 0,8 M\$ pour la technologie et 0,3 M\$ pour le nom commercial et les ententes de non-concurrence) à titre d'amortissement accéléré dans les autres charges. À la suite de cette analyse, la direction a également soumis ses actifs non courants à un test de dépréciation au 30 juin 2015, conformément à l'IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, puisque la capitalisation boursière de la Société à cette date était inférieure à la valeur comptable des actifs nets. Au 30 juin 2015, la direction a conclu qu'aucun test de dépréciation n'était requis sur le reste des actifs non courants.

Selon l'IAS 34, la préparation de nos rapports financiers intermédiaires impose en général de recourir davantage à des méthodes d'estimation que dans nos rapports financiers annuels. Les principales hypothèses et estimations utilisées dans la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie mise au point par la Société qui sont utilisées pour l'établissement des états financiers annuels sont établies à partir de notre processus de planification annuel très complet réalisé chaque année au cours du quatrième trimestre. Pour le deuxième trimestre de 2015, les hypothèses et les estimations utilisées dans cet exercice comportent un degré d'incertitude de mesure plus élevé que celles découlant de notre processus de planification annuel. Toute modification apportée aux hypothèses ou aux estimations utilisées pour déterminer la juste valeur diminuée des coûts de sortie de nos actifs non courants pourrait avoir une incidence significative sur le test de dépréciation et sur le recouvrement prévu des actifs de la Société.

Changements futurs de méthodes comptables

Les normes suivantes ont été publiées mais ne sont pas encore en vigueur :

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*, qui précise de quelle façon et à quel moment les produits des activités ordinaires doivent être comptabilisés, et exige la présentation d'informations plus détaillées et pertinentes. L'IFRS 15 annule et remplace l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, l'IAS 11, *Contrats de construction*, et d'autres interprétations relatives aux produits des activités ordinaires. Pour la Société, la norme devrait être obligatoire le 1^{er} janvier 2018. Son application anticipée est permise. La Société évalue présentement l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

En juillet 2014, l'IASB a modifié l'IFRS 9, *Instruments financiers*, afin de regrouper les phases « classement et évaluation », « dépréciation » et « comptabilité de couverture » du projet de l'IASB visant à remplacer l'IAS 39, *Instruments financiers: Comptabilisation et évaluation*. La norme annule et remplace toutes les versions précédentes de l'IFRS 9 et, pour la Société, elle sera obligatoire le 1^{er} janvier 2018. Son application anticipée est permise. La Société évalue présentement l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

Instruments financiers et gestion du risque

Juste valeur des instruments financiers

Une description détaillée des méthodes et des hypothèses utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers de la Société figure à la note 17, « Catégories d'actifs financiers et de passifs financiers », des états financiers consolidés de 2014 de la Société.

Gestion du risque financier

Pour une description détaillée de la nature et de l'étendue des risques découlant des instruments financiers ainsi que des stratégies de gestion du risque connexes, se reporter à la note 11 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour les périodes de trois mois et de six mois closes les 30 juin 2015 et 2014. La Société n'a connaissance d'aucun changement important aux facteurs de risque présentés à ce moment-là.

Risques et incertitudes

Pour une description détaillée des facteurs de risque associés à 5N Plus et à ses activités, se reporter à la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de 2014 de 5N Plus daté du 24 février 2015. Les risques et incertitudes pouvant entraîner de telles différences incluent les risques liés aux facteurs suivants : incapacité d'obtenir les avantages escomptés d'acquisitions et d'investissements, dette supplémentaire, crédit, taux d'intérêt, valorisation des stocks, fluctuations du change, juste valeur, prix des produits de base, sources d'approvisionnement, réglementation environnementale, concurrence, dépendance à l'égard du personnel clé, interruptions des activités, protection des droits de propriété intellectuelle, activités internationales, conventions collectives et risques associés au fait d'être une société cotée. La Société n'a connaissance d'aucun changement important aux facteurs de risque présentés à cette date.

Mesures non conformes aux IFRS

Dans le présent rapport de gestion, la direction de la Société a recours à certaines mesures non conformes aux IFRS. Les mesures non conformes aux IFRS fournissent de l'information utile et complémentaire, mais elles n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS.

Le carnet de commandes représente les commandes attendues que la Société a reçues, mais qui n'ont pas encore été exécutées, et qui devraient se transformer en ventes au cours des 12 prochains mois, et est exprimé en nombre de jours. Les nouvelles commandes représentent les commandes reçues durant la période considérée, exprimées en nombre de jours, et calculées en additionnant aux produits des activités ordinaires l'augmentation ou la diminution du carnet de commandes pour la période considérée, divisé par les produits annualisés. Le carnet de commandes est un indicateur des produits futurs attendus en jours, et les nouvelles commandes permettent d'évaluer la capacité de la Société à maintenir et à accroître ses produits.

Le BAIIA désigne le résultat net avant les charges (produits) d'intérêts, l'impôt sur le résultat et l'amortissement. Nous avons recours au BAIIA, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies avant la prise en compte de l'incidence de certaines charges. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

La marge du BAIIA correspond au BAIIA divisé par les produits.

Le BAIIA ajusté correspond au BAIIA tel qu'il est défini précédemment avant la dépréciation des stocks, les coûts du litige et coûts de restructuration, le profit sur la sortie d'immobilisations corporelles, la variation de la juste valeur de l'option de conversion des débentures, et les pertes (profits) de change et au titre de dérivés. Nous avons recours au BAIIA ajusté, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies compte non tenu de l'incidence de toute dépréciation des stocks. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

La marge du BAIIA ajusté correspond au BAIIA ajusté divisé par les produits.

Le résultat net ajusté correspond au résultat net avant l'incidence des moins-values des stocks et des immobilisations corporelles et incorporelles, de la dépréciation du goodwill, des coûts du litige et coûts de restructuration, de la variation de la juste valeur de l'option de conversion des débentures, du règlement du prix d'acquisition et des coûts d'acquisition, après déduction de l'impôt sur le résultat s'y rapportant. Nous avons recours au résultat net ajusté, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies compte non tenu de l'incidence des moins-values liées aux stocks et aux immobilisations corporelles et incorporelles, des coûts du litige et coûts de restructuration, de la variation de la juste valeur de l'option de conversion des débentures, du règlement du prix d'acquisition et des coûts d'acquisition, qui ne sont pas courants. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Le résultat net de base ajusté par action correspond au résultat net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation. Nous avons recours au résultat net de base ajusté par action, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies compte non tenu de l'incidence des moins-values liées aux stocks et aux immobilisations corporelles et incorporelles, des coûts du litige et coûts de restructuration, de la variation de la juste valeur de l'option de conversion des débentures, du règlement du prix d'acquisition et des coûts d'acquisition par action, qui ne sont pas courants. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Les fonds (affectés à) provenant de l'exploitation correspondent aux flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation avant les variations des soldes du fonds de roulement hors trésorerie liés à l'exploitation. Ces montants figurent dans les tableaux des flux de trésorerie consolidés de la Société. Selon la Société, les fonds (affectés à) provenant de l'exploitation constituent une mesure clé, car ils témoignent de sa capacité à générer les fonds nécessaires à sa croissance future et au remboursement de sa dette.

La dette nette ou la trésorerie nette est une mesure servant à surveiller le niveau d'endettement, qui tient compte de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que de la trésorerie soumise à restrictions. Elle constitue un indicateur de la situation financière globale de la Société et correspond à la différence entre la dette totale, y compris la partie courante, et la somme de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et de la trésorerie soumise à restrictions.

Le fonds de roulement est une mesure des liquidités. Il correspond à la différence entre les actifs courants et les passifs courants. Étant donné que la Société est actuellement endettée, nous nous servons de cette mesure comme d'un indicateur de notre efficacité financière et nous nous efforçons de le garder le plus bas possible.

Le ratio du fonds de roulement est obtenu en divisant les actifs courants par les passifs courants.

Renseignements supplémentaires

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX) sous le symbole « VNP ». Pour obtenir des renseignements supplémentaires sur la Société, y compris sa notice annuelle, se reporter au profil de la Société sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

Données sélectionnées

Le tableau qui suit présente les principales données financières trimestrielles pour les exercices 2013 à 2015.

(en milliers de dollars américains, sauf les montants par action)	T1	T2	T3	T4	
Exercice 2015					Depuis le début de l'exercice
Produits	95 663	87 250	²	²	182 913
BAIIA ¹	3 406	(5 966)	²	²	(2 560)
BAIIA ajusté ¹	270	1 963	²	²	2 233
Résultat net attribuable aux actionnaires de 5N Plus	(1 949)	(20 463)	²	²	(22 412)
Résultat de base par action attribuable aux actionnaires de 5N Plus	(0,02) \$	(0,24) \$	²	²	(0,27) \$
Résultat net	(1 951)	(20 464)	²	²	(22 415)
Résultat de base par action	(0,02) \$	(0,24) \$	²	²	(0,27) \$
Résultat dilué par action	(0,05) \$	(0,24) \$	²	²	(0,27) \$
Résultat net ajusté ¹	(2 472)	(6 125)	²	²	(8 597)
Résultat net de base ajusté par action ¹	(0,03) \$	(0,07) \$	²	²	(0,10) \$
Fonds (affectés à) provenant de l'exploitation ¹	(2 015)	(1 482)	²	²	(3 497)
Carnet de commandes ¹	142 jours	137 jours	²	²	137 jours
Exercice 2014					Total
Produits	142 379	136 597	114 438	114 781	508 195
BAIIA ¹	11 178	11 524	12 721	4 021	39 444
BAIIA ajusté ¹	10 501	10 816	8 071	5 657	35 045
Résultat net attribuable aux actionnaires de 5N Plus	4 655	4 436	4 172	(2 451)	10 812
Résultat de base par action attribuable aux actionnaires de 5N Plus	0,06 \$	0,05 \$	0,05 \$	(0,03) \$	0,13 \$
Résultat net	4 519	4 436	4 171	(2 453)	10 673
Résultat de base par action	0,05 \$	0,05 \$	0,05 \$	(0,03) \$	0,13 \$
Résultat dilué par action	0,05 \$	0,05 \$	(0,01) \$	(0,04) \$	0,05 \$
Résultat net ajusté ¹	4 916	4 303	170	1 247	10 636
Résultat net de base ajusté par action ¹	0,06 \$	0,05 \$	- \$	0,01 \$	0,13 \$
Fonds provenant de l'exploitation ¹	6 806	5 774	982	4 030	17 592
Carnet de commandes ¹	120 jours	100 jours	109 jours	122 jours	122 jours
Exercice 2013					Total
Produits	118 389	112 637	108 570	119 416	459 012
BAIIA ¹	12 121	38 008	6 926	6 848	63 903
BAIIA ajusté ¹	10 115	6 543	5 775	7 942	30 375
Résultat net attribuable aux actionnaires de 5N Plus	5 371	34 185	1 083	2 022	42 661
Résultat de base par action attribuable aux actionnaires de 5N Plus	0,06 \$	0,41 \$	0,01 \$	0,02 \$	0,51 \$
Résultat net	5 538	34 281	1 323	1 638	42 780
Résultat de base par action	0,07 \$	0,41 \$	0,02 \$	0,02 \$	0,51 \$
Résultat dilué par action	0,07 \$	0,41 \$	0,02 \$	0,02 \$	0,51 \$
Résultat net ajusté ¹	6 296	959	1 517	2 068	10 840
Résultat net de base ajusté par action ¹	0,08 \$	0,01 \$	0,02 \$	0,02 \$	0,13 \$
Fonds provenant de l'exploitation ¹	4 608	1 560	4 822	9 043	20 033
Carnet de commandes ¹	128 jours	124 jours	112 jours	130 jours	130 jours

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

² Données non disponibles